

Raynauld en premier lieu, et pourtant c'est un élément-clé pour tout progrès dont le Manitoba et bien d'autres provinces ont absolument besoin.

Le principal objectif à long terme du gouvernement actuel, ou de tout autre gouvernement fédéral doit être de s'efforcer d'obtenir une répartition plus équitable du revenu et des emplois dans l'ensemble du Canada. Nous ne devons jamais l'oublier. J'ai parlé du Manitoba, mais cela s'applique sans aucun doute aussi à d'autres régions.

● (8.40 p.m.)

Je félicite le ministre de son budget. J'espère que le prochain, celui de mars, ainsi que son nouveau bill sur la fiscalité, s'attaqueront plus vigoureusement aux disparités régionales. Nous pourrions alors envisager un Canada où nous n'aurons plus à transformer le Saint-Laurent et le cours inférieur du Fraser en égouts à force de les polluer, car alors, monsieur l'Orateur, les Canadiens auront d'égalles chances d'épanouissement, d'où qu'ils viennent et où qu'ils décident de vivre.

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Monsieur l'Orateur, le comportement du ministre des Finances (M. Benson) ce soir, alors qu'il répondait à une question d'un député de l'opposition, m'a fait songer à une caricature parue dans le journal d'aujourd'hui et dont la légende dit: «Vous vous sentirez mieux quand vous serez désaisonnalisés». Je suis convaincu que les chômeurs qui errent dans les rues se soucient peu que nous parlions de chiffres réels ou de chiffres désaisonnalisés. Ils savent qu'ils sont chômeurs; ils savent qu'il y a une raison à leur chômage et ils savent que le gouvernement ne fait rien pour les aider.

La société canadienne d'aujourd'hui est régie par des ordinateurs et, dans cette société, il y a du chômage et du sous-emploi. Il appert que la plupart de nos problèmes sont confiés à un ordinateur. Avant de prendre ses décisions, le gouvernement consulte ses ordinateurs. Il semble que le gouvernement n'est pas prêt à demander à des sociologues de trouver les causes du mal dont souffre notre société; il préfère introduire des données dans un ordinateur et essayer d'obtenir des réponses de cette façon. Il est grand temps que les gens se rendent compte que notre société est dirigée par des ordinateurs. On ne remédiera pas à la situation tant que les Canadiens ne s'en rendront pas compte.

Certains qui ne connaissent pas réellement les questions en jeu essaient d'apporter des changements. L'Organisation de coopération et de développement économiques a prouvé que le Canada connaît le chômage le plus aigu du monde occidental. Il n'y a pas lieu d'en être fier. Apparemment, le premier ministre (M. Trudeau) déclare que «c'est normal d'avoir du chômage». Je prétends que le premier ministre qui actuellement chevauche au loin des tortues de mer, ou je ne sais quoi, devrait se préoccuper davantage du Canada. Nous ne désapprouvons pas qu'on se distraie, c'est sûr. Toutefois, nous tenons à ce que le premier ministre prenne nettement position dans le concert des nations. Sa conduite pendant la fin de semaine où il est parti en voyage d'agrément est scandaleuse, c'est le moins qu'on puisse dire, alors que des questions vitales devaient être réglées à l'échelon mondial. Il est grand temps que les Canadiens fassent savoir au gouvernement qu'ils veulent que le premier ministre énonce clairement au reste du monde notre position générale sur certaines questions.

Nous pouvons bien nous demander qui est responsable dans tout le Canada de ces longues queues de chômeurs qui vont toucher leurs prestations. Qui a rendu normales les queues à la porte des soupes populaires? L'autre jour, j'ai vu le chef de l'opposition (M. Stanfield) à la télévision. Il se tenait, à ce moment-là, à l'extérieur d'une soupe populaire à Vancouver. Je suis sûr qu'il pourrait nous raconter bien des choses sur ce qu'il a vu dans cette ville. D'autres députés pourraient également relater ce que leur ont dit leurs électeurs. En fait, j'ai appris avant-hier ce qu'il est advenu d'un homme de 50 ans qui a travaillé toute sa vie. A présent, il doit faire la queue devant la soupe populaire, parce qu'il ne trouve pas moyen de se faire embaucher. Il a élevé une famille et le voilà humilié. Il se demande ce qui a bien pu lui arriver au sein de notre société. Il est grand temps que l'on se penche sur des cas comme celui-là. Ne faisons pas ce que nous propose le premier ministre! Sa thèse revient à dire que nous ne pourrions combattre l'inflation qui nous accable qu'en créant le chômage. La confusion dans laquelle nous nous trouvons ne peut être le fait d'un seul homme. Le premier ministre est entouré de beaucoup de conseillers. Je crois savoir qu'il a auprès de lui une organisation hiérarchique qui agit indépendamment du cabinet. Les gens qui en font partie disent au premier ministre ce qu'il devrait faire.

Je ne puis m'imaginer un seul instant que le ministre du Travail (M. Mackasey), qui a parlé cet après-midi, disait réellement ce qu'il pense. Il a tout simplement répété des mots et des phrases en perroquet. Nous ne pouvons nous attendre que le ministre du Travail, ou le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) ou encore le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) disent: «Nous ne nous soucions pas des gens». Je me demande donc si ce n'est pas l'organisation hiérarchique du premier ministre qui est disposée à faire fi de la fierté et de la dignité des Canadiens pris individuellement et à restreindre leurs droits civils, comme cela s'est produit récemment.

Cet après-midi, le ministre du Travail a laissé entendre à mon collègue, le député d'York-Sud (M. Lewis), que ceux qui participent au programme de recyclage de la main-d'œuvre ne sont pas compris parmi les chômeurs. Et pourtant, j'ai entendu parler de gens, d'un bout à l'autre du pays, qui ont essayé de se recycler, mais en ont été empêchés parce qu'ils n'avaient pas fait partie de l'effectif ouvrier pendant un nombre de semaines suffisant. Dans d'autres cas, les intéressés n'ont pas eu droit au remboursement de leurs frais de rétablissement parce qu'ils s'étaient eux-mêmes trouvés d'autres emplois. Ce sont là des questions qui, à mon avis, devraient retenir l'attention du ministre. Encore hier soir, le rédacteur d'un des journaux de Montréal disait du Canada que c'était la démocratie de publicipation de M. Trudeau, et je le crois. D'après les données et les faits bien documentés, mentionnés cet après-midi, il semble que le chômage dans notre pays ait augmenté de 40 p. 100 depuis l'an dernier. Ces chiffres ne disent pas toute la vérité, nous le savons bien, car bon nombre de chômeurs ne se font pas inscrire comme tels aux bureaux de l'assurance-chômage; ils ne s'adressent pas non plus aux services d'assistance sociale, ne voulant pas se placer dans une situation humiliante. Nombreux sont ceux qui, à travers le pays se plaisent à répéter: «Les choses pourraient aller plus mal.» Cepen-